

Le précédent n° de notre revue (mai/juin 2007) a suscité des réactions : un rebond des camarades du 44 à la suite de l'article de Jean-Michel Drevon, *Syndicalisme et politique* (encore), page 23 et un autre par rapport à l'édito du même JMD. Bonnes lectures...

Rebond

Syndicalisme et politique, approfondir la réflexion...

La majorité donnée à Sarkozy le met en position de force pour appliquer son programme. L'argument de « légitimité » va peser à plein. On peut prévoir qu'il choisira et le terrain de l'affrontement (service minimum ? régimes spéciaux ? code du travail et contrat unique ?), et le rythme, pour tenter d'infliger une défaite significative, permettant le déploiement de son programme.

Dans ces affrontements à venir, le caractère politique, de « choix de société », déjà évident dans les mobilisations depuis plusieurs années (sécu, retraites, éducation) sera amplifié. Et dans ces affrontements, il appartiendra au mouvement syndical d'organiser les convergences, mais au-delà des convergences, il lui appartiendra aussi de faire de chaque mobilisation sectorielle un enjeu général, d'organiser la manifestation active la plus large.

La situation à l'issue de la présidentielle interroge le mouvement syndical sur son intervention future, mais aussi sur son positionnement passé. Le 21 avril 2002, la FSU estimait qu'elle devait, « de façon exceptionnelle », et comme d'autres organisations syndicales, intervenir clairement dans l'échéance présidentielle en appelant à battre Le Pen. Lors du référendum sur le TCE, la FSU s'est positionnée, et notre Section Départementale de Loire-Atlantique a appelé à voter contre le TCE, « de façon exceptionnelle ». Pour le deuxième tour de la présidentielle de 2007, alors que Sarkozy était en passe de la remporter, « sans donner de consigne de vote », la FSU s'est positionnée, ainsi que notre SD, de façon plus qu'implicite, même si elle n'était pas tout à fait explicite, quoique !

Dans ces trois occasions, « de façon exceptionnelle », la FSU, comme d'autres organi-

sations syndicales, a cherché comment intervenir sur ces échéances à caractère politique, parce que ces échéances avaient des conséquences de fait sur l'intervention syndicale. Quand l'« exceptionnel » se renouvelle, ne doit-on pas approfondir le débat sur ce terrain du rapport du syndical au politique ? Il ne s'agit pas de nier les problèmes que cela pose, mais il ne s'agit pas non plus de se laisser désarmer sur ce terrain par un passé marqué par une conception laissant instrumentaliser le syndicat par telle ou telle organisation politique. Il s'agit plutôt de s'affranchir de ce passé, et de trouver les voies d'intervention en tant que syndicat, avec une entrée syndicale, sur ce terrain.

La FSU se reconnaît un rôle dans la construction d'alternatives à la politique libérale, dans la construction d'une politique qui réponde aux besoins de la population. Après la victoire du TCE, du CPE, qui ont donné lieu à une large mobilisation notamment de la jeunesse et du mouvement syndical, la nécessité pour la gauche antilibérale d'aller unie à la bataille de la présidentielle était largement ressentie. La gauche antilibérale a volé en éclat. C'est un fait politique qui ne peut être absent de l'analyse que l'on doit faire. Il a des conséquences dans les débats sur le terrain directement politique, mais il a aussi des conséquences sur notre terrain d'intervention. Au-delà du débat légitime sur les explications que chacun donne à cette situation d'éclatement de la gauche antilibérale, sur les responsabilités que chacun à son

point de vue, attribue à telle ou telle force, l'absence d'un camp antilibéral capable de porter une alternative de gauche antilibérale crédible va peser dans les mobilisations, dans la lutte syndicale, et sur les orientations syndicales, dans l'affrontement qui se prépare.

Contrairement à ce qui s'est passé lors du débat sur le TCE, aucune partie significative du mouvement syndical n'a pesé dans cette situation de la présidentielle. Ces échéances politiques auront pourtant un effet majeur sur le terrain syndical. Une autre attitude par rapport au politique aurait pu être un facteur d'unité, donner un autre enjeu à cette unité de la gauche antilibérale.

Dans la situation actuelle, l'absence d'une alternative antilibérale portée par une force crédible aura une influence sur la lutte syndicale, et sur les orientations syndicales. Son existence aussi aurait eu un effet. Le mouvement syndical est intéressé au premier chef.

Les mobilisations n'attendent pas et il nous faudra les aborder dans cette situation.

La reconstitution du camp antilibéral ne va pas se faire du jour au lendemain. Elle dépendra des mobilisations, mais aussi de l'intervention consciente des forces de ce camp, parmi lesquelles le mouvement syndical de transformation sociale, avec son entrée propre. Il nous faut réfléchir en fonction de ce que l'on peut analyser de l'avenir (tentative de briser toute résistance, thatchérisation). Il faut affirmer publiquement la nécessité de la reconstitution de ce camp antilibéral, et tenter d'y gagner une partie significative du mouvement syndical.

Toute avancée sur ce terrain améliorera le rapport de force, les capacités de mobilisation, sera un appui pour résister, et non seulement résister mais construire une contre offensive. ●

GRUPE DÉPARTEMENTAL DE L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE DE LOIRE-ATLANTIQUE



Politiques et syndicalistes ensemble, à la manif contre les violences faites aux femmes.

PHOTO: M. MICNEAU

Courrier des lecteurs

Un édito très tendance



La surprise : dans un édito (la précision n'est pas un détail) de la revue, le représentant de l'EE à la direction de la FSU écrit : « *de Fabius à Buffet, de Besancenot à Mélenchon, ceux qui avaient la possibilité et la responsabilité ont refusé de construire ce rapport de forces qui aurait imposé le débat "à gauche" et, qui sait, changé la donne* ».

Des noms emblématiques : je prends les questions par le petit bout de la lorgnette, comme d'hab. Jean-Michel, pour le balancement, choisit quatre noms. Ayant pris deux membres du PS, il n'a plus la place que pour Buffet et Besancenot, laissant José hors de la photo. Dommage.

Pour les plus jeunes : Fabius et Mélenchon ne doivent être que ces membres du PS qui après avoir fait campagne pour le NON au TCE ont voté la « synthèse » sociale-libérale au Mans. Mélenchon, c'est aussi le secrétaire d'Etat, mettant les mains dans le cambouis de l'enseignement professionnel en promouvant le « lycée des métiers », pour « faire franchir un grand pas à la démocratisation du système de formation ». Il n'en a pas convaincu beaucoup parmi nous : nous y avons vu plutôt l'entrée accrue du patronat et des collectivités locales. Fabius Premier Ministre, lui, avait créé un haut Comité Economie Education qui déjà voulait, sinon calquer le fonctionnement des établissements sur le modèle de l'entreprise, tout au moins en assurer le rapprochement, avec en vitrine les jumelages lycées-entreprises.

On a le droit de changer. Mais ont-ils changé ? L'unité justifiée avec eux dans l'opposition au TCE n'implique pas automatiquement la présentation d'une alternative commune à Sarkozy et Royal.



PHOTO: M. MICNEAU

Quant à Marie-George, la loi qu'elle a promue comme Ministre est souvent citée positivement : une avancée pour une concurrence libre et non faussée dans la compétition sportive. Je suis de ceux qui n'ont jamais cru à la possibilité d'un accord avec le PCF pour cette séquence électorale. Pour au moins trois raisons :

- ✓ Marie-George ne pouvait pas être la candidate de l'ensemble, mais elle ne pouvait pas pour des raisons internes ne pas être candidate.

- ✓ Le PCF ne pense pas pouvoir survivre en renonçant à ses positions électorales, qui le font dépendant du PS. Et le PS n'a aucune raison de les lui accorder si c'est pour que le PCF se désolidarise des politiques menées. Or à l'heure des décentralisations, les grandes collectivités locales ne sont pas de simples assistantes sociales pansant les plaies causées par un capitalisme agressif. Elles sont des agents directs de délégations de service public, de cadeaux fiscaux, d'accompagnement de privatisations... Quand le PCF décide de se présenter sur la liste PS aux municipales anticipées de Bordeaux, il envoie un signe fort.

- ✓ Le choix du nucléaire est stratégique pour le capitalisme français. Et le soutien du PCF lui est encore fondamentalement acquis. Il le pare même du souci écologique de la lutte contre l'effet de serre, quand le réseau *Sortir du Nucléaire* a montré l'inanité d'un tel argument. Le refus du PCF d'inclure la construction du réacteur EPR dans le moratoire vidait cet engagement de toute sa valeur.

Jeu de rôles... Dans l'analyse de l'échec des candidatures unitaires, n'apparaît à aucun moment ceux qui au collectif national se sont institués maîtres du jeu. Ils ont refusé en

septembre que les amendements d'Aubagne précisant l'impossibilité d'un accord avec le PS après le congrès du Mans soient soumis au vote ; ils ont refusé de dire à ce moment là que le porte parole d'une organisation ne pouvait être le porte

parole de l'ensemble, pour ensuite expliquer à Marie George qu'elle n'était pas une candidature légitime ; ils disaient secondaire la question du nom, avant de défendre l'idée qu'il ou elle était seul(e) à pouvoir par son expertise ou son parcours représenter l'ensemble.

Syndicalisme : ce n'est pas une nouveauté que devant l'effondrement des organisations de la gauche politique, les responsables syndicaux, renversant la hiérarchie classique, se présentent en donneurs de leçons aux politiques. C'est très « tendance » de dénoncer les appareils, en bloc. Il me semble que c'est une nouveauté que l'EE endosse le discours du syndicalisme « en général », purs représentants de la classe ouvrière trahis par les misérables calculs des politiciens.

Conclusion personnelle : ma réaction n'a probablement d'intérêt que pour moi. Il vaudrait mieux passer sans délai au débat stratégique lui-même. Comment combiner résistance unitaire et construction d'une alternative réelle, en effet. L'EE n'échappera pas à ce débat (la LCR non plus d'ailleurs). Mais j'ai du mal à croire que son consensus puisse être d'en appeler à une refondation de la gauche avec tous ceux que Jean-Michel convoque. ●

ANDRÉ ROSEVEGUE

P.S. D'où je parle moi-même : membre de l'EE n'ayant plus de mandats syndicaux depuis ma retraite ; militant de la LCR malgré des divergences avec sa direction qui font qu'en aucun cas je n'en suis ici le porte parole ; membre du comité pour des candidatures unitaires de ma commune (Talence, Gironde), où je n'ai jamais cependant défendu l'idée que les conditions d'un accord étaient effectivement réunies avec toutes les sensibilités présentes.